



## CONTRIBUTION DE LA LIGUE À LA RÉPUBLIQUE DE L'ESS

### L'ESS, LEVIER DE TRANSFORMATION SOCIALE ET D'ÉMANCIPATION DES CITOYENS ET DES CITOYENNES

---

Face à l'expansion de la sphère marchande génératrices d'inégalités sociales croissantes et les limites d'une action publique à bout de souffle, **l'ESS dessine une autre voie** pour créer des richesses. La réciprocité, qui en est le principe, trouve son cadre au sein des associations. Tout **le pari des associations** engagées dans le champ de l'ESS repose sur l'idée que **l'échange économique** peut s'appuyer sur **une mobilisation civique et citoyenne** dans le **but de réduire les inégalités sociales** entre les individus et **lutter** ainsi contre ces inégalités. Ce faisant, l'ESS s'efforce de surmonter les contradictions entre l'économie, le social et la citoyenneté dans la société. **Ancrée dans les territoires**, par des associations, des coopératives, des mutuelles, des fondations et des entreprises sociales reconnues par l'agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale « ESUS », l'ESS contribue tout à la fois à leurs développements économiques, à la cohésion sociale et à leur vitalité civique.

Nous, **les associations**, sommes des **actrices du quotidien** et de **proximité** sur nos territoires. Nous sommes **créatrices de biens et de services d'utilité sociale** contribuant à **l'intérêt général** et permettant l'expression des besoins et la participation des citoyennes et citoyens. Nous sommes le trait d'union entre les pouvoirs publics et le citoyen et à ce titre, nous développons **l'émancipation civique avec l'éducation populaire** permettant ainsi de donner de la **capacité d'agir aux citoyens et citoyennes**. Nous, les associations, sommes **vectrices de richesses et promouvons une économie alternative** qui remet l'humain au cœur du projet sans but lucratif. Notre objectif est de répondre à **un besoin d'utilité sociale** auprès d'un public et non de s'enrichir.

Depuis plusieurs années, les subventions **diminuent** mettant de plus en plus en difficulté les associations, les forçant à revoir leur modèle économique en l'hybridant, les poussant parfois à se passer de contributions publiques ou à généraliser le recours aux marchés publics. Cette logique en marche forcée, alors que nous sommes **des acteurs et des actrices qui nous inscrivons dans des objectifs d'intérêts généraux, incontournables sur le terrain** pour répondre aux besoins sociaux de divers publics est plus qu'inappropriée, voire dangereuse. Notre **expertise territoriale** par notre **proximité au quotidien** avec les citoyennes et les citoyens doit être prise en compte dans **une co-construction des politiques publiques**. De plus, **la multitude de petits financements** qui s'apparente à une forme de saupoudrage précarise le secteur associatif.

Cette situation marque un manque grandissant de reconnaissance de « ce que nous sommes et ce que nous faisons ». L'ESS et en particulier les associations qui représentent **80% des**

**salariés de ce secteur**, ont ainsi besoin de **politiques publiques fortes et volontaristes** pour **soutenir et accompagner** ce changement fondamental d'une économie autour de valeurs humaines et sociales et pour relever le défi et les enjeux incontournables de la transition écologique.

Nous souhaitons nous inscrire dans **une démarche de co-construction des politiques publiques** qui prennent en compte les connaissances et le savoir-faire des associations, actrices incontournables du terrain.

Nous souhaitons nous inscrire dans une démarche de mise en œuvre des politiques publiques de partenariats qui placent **les citoyennes et les citoyens au cœur** des projets territoriaux **et qui répond à des enjeux d'intérêts généraux**.